

# Débat national

6 et 13 décembre 2003 à Beaucourt

## Discussion sur le constat :

Les personnes présentes s'interrogent sur la validité et la neutralité des tableaux proposés, qui peuvent orienter le débat et le fausser.

Il est important de dire que les questions ne sont plus posées sous cette forme au sein de l'Education Nationale (décalage entre les problèmes rencontrés au quotidien par les enseignants et les questions posées).

Pourquoi n'y a-t-il pas de comparaisons avec les autres secteurs nationaux (défense, industrie, ...) dans les tableaux présentés ?

Est-ce que le nombre d'élèves par enseignant englobe le public et le privé ?

Un tableau devrait présenter le nombre d'élèves que l'adulte a en face de lui, sous sa responsabilité.

En 1960, le tableau du nombre d'élèves par classe est déjà faussé (il n'y avait pas 20 élèves par classe, mais beaucoup plus).

Il aurait fallu faire ces tableaux par niveaux en séparant le primaire du collège, du lycée, de l'université.

Il y a des besoins qui correspondent à des situations d'enseignants devant les élèves et d'autres à des situations sans les élèves (détachements, mises à disposition, chargés de mission, conseillers pédagogiques, qui ne doivent surtout pas être supprimés).

Arriver à 100 % de réussite en lecture : est-ce un leurre ? ou pas ?

## **1 : Quelles sont les valeurs de l'École Républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?**

L'école doit-elle véhiculer les valeurs de la République ou seulement permettre aux élèves d'acquérir connaissances et compétences ?

Il n'y a pas que l'école qui permette l'accès au savoir.

Actuellement, les modèles dans la société ne sont plus ceux qui sont porteurs des valeurs républicaines.

Est-ce qu'en posant à nouveau le problème des valeurs de l'école on ne risque pas de tomber dans la dérive de laisser de côté la notion de respect de la personne et de ne plus mettre l'enfant au centre des apprentissages ?

L'école est une mini société, mais avons-nous les moyens de mettre en évidence ses valeurs ?

L'école instaure trop souvent un mode compétitif qui limite le temps consacré à chaque élève et met en péril les valeurs sociales.

Certaines valeurs sont universelles, on ne fait ce qu'on veut nulle part, ni dans la société, ni à l'usine, ni à l'école. C'est donc à la société de véhiculer ses valeurs.

Est-ce que c'est à l'école de gérer les problèmes alors que le gouvernement et les Institutions ne sont pas capables de le faire ?

### Laïcité :

Est-ce qu'on doit punir un enfant en l'excluant de l'école parce que la famille exerce une pression sur lui en l'obligeant à respecter des coutumes et des croyances religieuses ?

Les médias ne nous montrent que quelques cas particuliers et uniquement l'aspect négatif des choses.

Est-ce qu'en incluant les religions à l'école on ne supprimerait pas les problèmes liés à la laïcité ?

Peut-on enseigner des notions qui ne sont pas communément admises et ne devrait-on pas se limiter à une instruction religieuse, présentant les différentes religions actuelles ?

Cette instruction paraît plus adaptée au collège.

### Mixité :

L'assemblée est unanimement contre la séparation des garçons et des filles.

Arriver au troisième millénaire pour se poser la question de la mixité est une preuve d'intolérance.

Egalité des chances :

Offre-t-on les mêmes chances à tout le monde ? Oui, au primaire, mais pas après.

Il faut noter que le mot savoir réapparaît dans les textes officiels. Ce n'est pas anodin et entraîne une certaine ségrégation.

Les filières professionnelles sont intégrées dans l'enseignement et permettent à toute une classe d'âge d'accéder au Bac.

Epanouissement individuel et besoins de la société :

Il faut au mieux respecter les rythmes d'apprentissages de chaque élève.

Les échéances d'apprentissages scolaires (lecture, ...) sont trop strictes, ne présentent pas assez de souplesse; inversement on pourrait mieux gérer les situations spécifiques posant problème.

Quelle compatibilité peut-il y avoir entre l'épanouissement de l'individu et la notion de compétitivité ou de savoir ?

Il y a trop de contenus pour l'école, on privilégie le quantitatif au détriment du qualitatif.

Evaluation :

Quelle est la valeur de la note ? Quel est son impact ?

Les évaluations sont peut-être trop importantes, les informations sont trop rares (collège, lycée) et pourraient être améliorées grâce aux technologies actuelles.

Est-ce que les notes (qui cataloguent les élèves) ne devraient pas être bannies, ou seulement maintenues à partir du cycle 3 ?

Il faut privilégier le contrôle continu et le présenter sous forme d'appréciations aux parents.

Certaines évaluations neutres (6<sup>e</sup>) sont intéressantes malgré leur lourd protocole parce qu'elles permettent une appréciation générale de l'élève, un aperçu indispensable.

Communication :

Il est illogique que parents et enseignants qui respectent habituellement et globalement les mêmes règles ne se trouvent pas réunis autour d'une appréciation commune.

Les parents doivent être régulièrement tenus au courant du niveau de leur enfant, sans que pour autant l'élève soit obligé de voir son bulletin.

Il serait utile de rencontrer les parents au moins 2 ou 3 fois dans l'année.

Un temps de dialogue (institutionnalisé) pourrait être mis en place (présentation du niveau de l'élève, des valeurs de l'école, des règles en vigueur), ce qui pourrait éventuellement régler un certain nombre d'incompréhensions entre l'école et les parents, redonner de la confiance, un élan nouveau (aux parents comme aux enseignants), et de mesurer, apprécier à sa juste valeur la place, la fonction de chacun.

Au collège, ces rencontres ressemblent plus à une course qu'à un dialogue constructif.

Est-ce que la formation n'est pas trop centrée sur les savoirs et pas assez sur la communication ?

Particulièrement utile au CP, cette communication est une des clés de la réussite de l'élève.

Participation :

Périodiquement, ponctuellement, un ou deux parents ne pourraient-ils pas entrer dans l'école, participer activement ? (avec le risque que ce soit toujours les mêmes qui viennent et pas forcément ceux que l'enseignant attend et voudrait voir)

Ces interventions permettraient une conscience partagée des difficultés que rencontre l'enseignant et par là même une revalorisation de la fonction et des valeurs véhiculées.

Il ne faut plus faire de l'école un sanctuaire clos.

Il ne faut pourtant pas oublier que l'école doit rester un lieu protégé (la notion de sanctuaire est malgré tout essentielle).

Neutralité :

Depuis 1977, l'école prépare trop les élèves au monde du travail (demandes justifiées par les besoins industriels et commerciaux).

Il faut fermer l'école aux exigences du monde de l'entreprise.

Mais peut-on laisser sortir d'école des enfants incapables pour le monde de l'entreprise alors que tout se passe à ce niveau (surtout avec l'apparition de l'Europe).

Lorsqu'on s'aperçoit des besoins industriels, il est déjà trop tard pour y répondre en termes de formation. Il est anormal que certains matériels soient sponsorisés (en partenariat) par des sociétés et que l'Education Nationale ne puisse pas offrir les mêmes services.

## **15 : Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?**

La violence est une marque de représentation de l'enfant aux yeux des autres.

Les vraies violences (celles qui sont médiatisées) sont-elles gérables et doivent-elles être prises en charge par l'école ?

Il y a un non respect de l'école, mais pas uniquement de l'école, c'est un phénomène remarqué aussi au niveau des parents.

Doit-on faire une intrusion dans l'éducation des enfants par les parents, est-ce du ressort de l'enseignant ?

Il est intolérable de se tourner vers le privé parce que l'Etat n'est plus capable d'assurer une situation spécifique.

Des violences sont produites par l'Institution, même par certains enseignants (violences verbales et physiques).

Intégration :

Les élèves qui agressent les autres sont ceux qui ont "décroché", à cause d'un rythme de travail trop soutenu.

C'est manifestement le programme qui doit être adapté aux enfants à problèmes.

Manque de moyens pour prendre en charge certains élèves (par ex. hyperactifs) afin qu'ils restent dans leur famille et dans leur école (ce qui entraîne chez certains un mal-être).

Un sentiment d'injustice s'installe chez les parents de ces enfants isolés, rejetés en internat.

Le dépistage est souvent trop tardif (Grande Section de maternelle) et devrait être fait plus tôt afin de mieux intégrer les élèves à problème dans un dispositif adapté.

Il reste le problème du décalage entre leur niveau d'acquisition et celui du reste de la classe, problème difficile à surmonter surtout avec les effectifs actuels.

Les situations présentées localement exigent un recensement sérieux afin de déterminer avec précision les besoins.

Les échéances entre dépistage et prise en charge effective sont trop longues, il faut intervenir dans l'urgence et ne pas laisser de côté une génération (enfants qui vont grandir, devenir adultes).

L'intégration se fait à la maternelle, pas au primaire : pourquoi ? (peut-être à cause des programmes qui engendrent des situations empêchant des prises en charge individuelles).

Rôle de l'enseignant :

La mission d'enseignement implique-t-elle une mission de discipline et de surveillance (profs) ? Est-ce que cela ne peut pas être le vecteur de représentation des valeurs ignorées par ailleurs ?

Est-ce que ce n'est pas aussi le rôle des profs d'être porteurs de la réelle autorité ?

Cette extension de mission (chez les profs) pourrait être rémunérée.

A l'école primaire, cette situation est favorisée par le système de fonctionnement (instit = parent + enseignant + éducateur).

Il vaut mieux adopter une attitude éducative, apporter une aide familiale, un soutien.

il vaut mieux récompenser ceux qui ont une bonne conduite, plutôt que sanctionner la mauvaise.

Il vaut mieux valoriser la réussite que sanctionner l'échec.

Education et règlement :

A-t-on le droit de parler de sanctions au sein de l'école ?

Ce n'est pas parce qu'on se méfie du terme sanction qu'on est laxiste.

Quelle est la place du règlement ? Est-ce qu'on doit ou peut clairement lister des sanctions dans un règlement d'école ?

Toute une part de la réponse qu'on peut apporter face à la violence est subjective, mais cela doit être écrit quelque part.

Il y a des règles partout, il faut les respecter, mais on doit les accompagner d'explications.  
Il est difficile d'aller à l'encontre de règles (violence) qui fonctionnent à l'extérieur du milieu scolaire.

Intervenants extérieurs :

Les Aides Educateurs (supprimés) auraient peut-être permis une aide indispensable à ces prises en charge.  
Cependant, doit-on remettre en d'autres mains des valeurs auxquelles on tient ?

Les Aides Educateurs ont vite trouvé leur place, malgré les réticences d'une partie des enseignants (à la création des postes). C'est une fonction qui aurait dû être pérennisée.

Est-ce la fonction des jeunes de faire la police dans les collèges ?

Les Aides Educateurs ont-ils bénéficié d'une réelle formation, comme cela leur avait été promis ?

Regret général du non remplacement des Aides Educateurs : où sont les Assistants d'Education qui doivent succéder aux Aides Educateurs ?

Rôle des parents :

Les difficultés d'adaptation et de comportement de l'enfant sont-elles liées aux difficultés rencontrées par les parents ? Certains parents cherchent à améliorer leur condition par rapport à leurs enfants.

Les parents doivent être soutenus, accompagnés, afin de parvenir à une revalorisation de leur rôle.

On est toujours dans la médiation entre la famille, l'enseignant et les connaissances. C'est pourquoi il faut privilégier le dialogue, l'aspect humain, psychologique, mais est-on compétent pour le faire ?

Permettre l'aide de parents en tant que complément de l'enseignant au sein de l'école.

Structures complémentaires :

Le SESAD représente un accompagnement pour les enseignants et pose le problème des moyens à mettre en place. Ce dispositif (parallèle à l'Education Nationale) n'est-il pas une intrusion du privé dans le domaine public, même s'il est régi par une convention ? Quelles limites va-t-on donner à ce système qui est "hors éducation" ? Faut-il créer des structures spécifiques et internes à l'Education Nationale ?

Point de vue d'un parent : L'essentiel est que les enfants en difficulté soient pris en charge, par qui que ce soit, pourvu que cette prise en charge soit performante et effective.

## **18 : Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'État et des collectivités territoriales ?**

La totalité des personnes présentes est contre la décentralisation.

On perd une notion d'égalité, il y aura obligatoirement des différences suivant les régions et les établissements.

Celle-ci produit la même dérive que pour l'actuel passage du permis de conduire.

L'Etat doit garder toutes ses compétences en vue d'une égalité budgétaire (le maintien de la centralisation s'impose).

Il faut, au niveau des collectivités locales, mettre en place un système basé sur une somme d'argent fixe allouée par enfant et non un pourcentage du budget global.

Les collectivités doivent partager l'argent équitablement et mutualiser les moyens financiers et matériels.

En fonction de la politique de la ville, les moyens mis en œuvre seront plus ou moins importants, ce qui entraînera une inégalité des chances.

Certains établissements sont mieux ou moins bien dotés que d'autres.

Pourquoi ne pas harmoniser les moyens mis à disposition en gérant depuis une instance, une structure nationale ?

L'école doit se méfier et se préserver des influences locales (politiques, industrielles, d'entreprises et commerciales).

Il ne faut surtout pas laisser entrer les capitaux privés (accompagnés de leurs besoins) au sein de l'école.

La gestion des personnels doit se faire suivant une certaine harmonisation.

Il vaudrait mieux une instance nationale, accompagnée d'une redistribution locale des tâches qui permettrait une meilleure gestion des besoins locaux.

Pourra-t-on mettre en place une solidarité ponctuelle en cas de problème spécifique local ?

## **Remarques complémentaires sur le débat :**

Quelques écoles n'ont pas reçu les prospectus (qui ont parfois été distribués localement de manière inadaptée).

La municipalité du site d'accueil n'a pas daigné informer la population par un affichage en Mairie.

Certaines personnes éprouvent la peur d'un cautionnement, par l'intermédiaire de ce débat, de certaines idées gouvernementales.

Comment suivre l'interprétation des comptes rendus et être sûr de l'honnêteté du traitement des informations recueillies ?

N'est-on pas manipulé par cette proposition d'harmonisation (problème de la liaison entre le politique et l'utilisateur) ?

Regret de l'absence des élus.

L'aspect convivial de la pause peut être important et permet parfois de mieux dialoguer.

Questionnement sur l'utilité de ce débat : ce qui expliquerait le peu de participants.

En permettant aux classes de vaquer, les parents ont en charge leurs enfants et peuvent difficilement participer au débat.

Comment participer au débat si l'on est parent de plusieurs enfants (école, collège, lycée) ?

On aurait pu organiser deux réunions distinctes (une pour les parents, une pour les enseignants), mais le débat en aurait été faussé.

L'Education Nationale a plus besoin de moyens que d'une loi.